

Pour l'anthropologue Jérémie Forney, les initiatives sur l'alimentation reflètent notre société

NOS ASSIETTES PARLENT



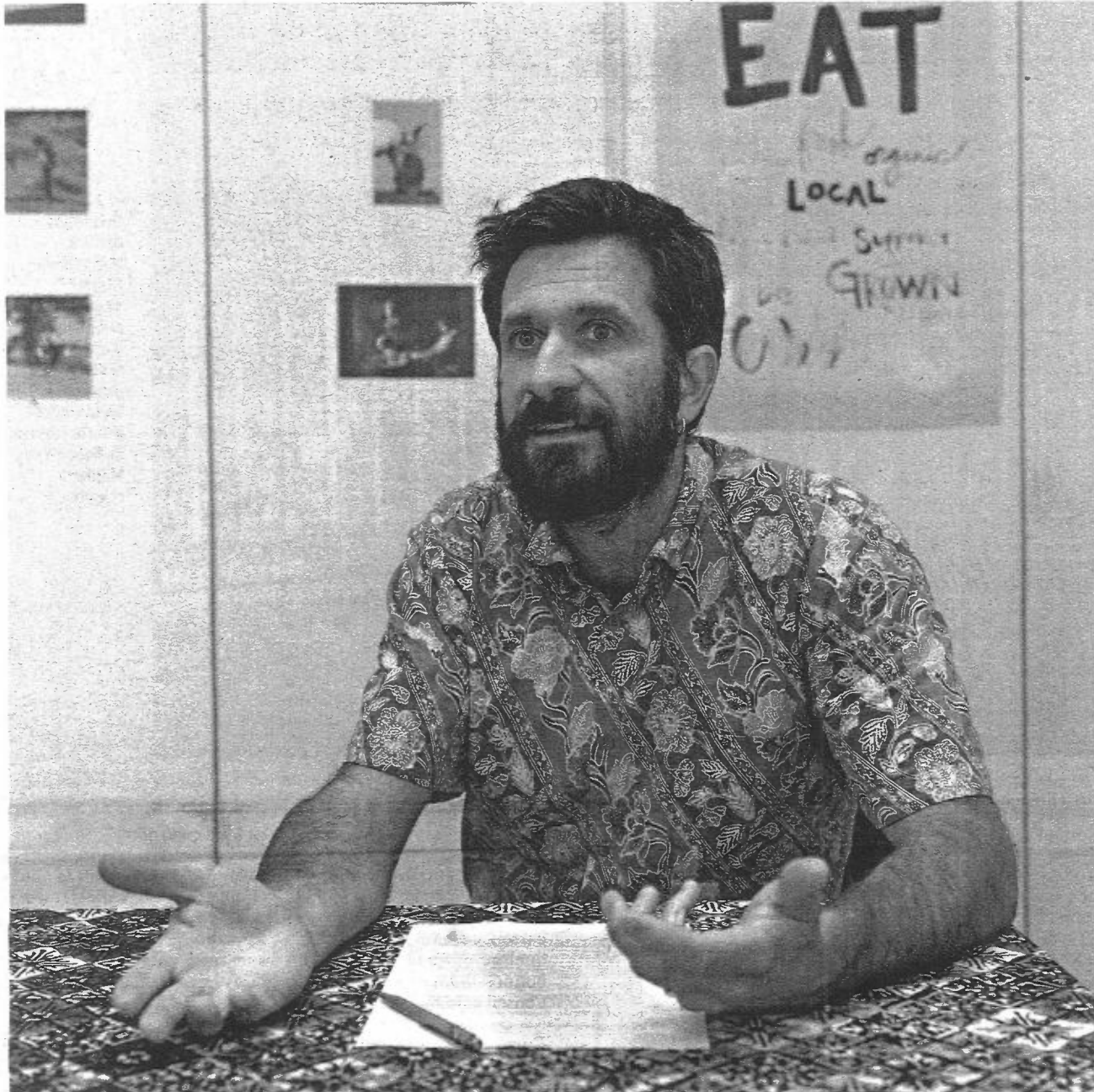
CHRISTIANE IMSAND

Alimentation ▶ Jamais encore l'agriculture et l'alimentation n'avaient donné lieu à un tel débat politique. Les initiatives «pour des aliments équitables» et «pour la souveraineté alimentaire» soumises au peuple le 23 septembre ne vont pas clore la discussion. On débatera bientôt de l'emploi des pesticides et des antibiotiques, de l'élevage intensif ou encore des vaches à cornes. Pour l'anthropologue Jérémie Forney, professeur assistant à l'université de Neuchâtel et spécialiste des thématiques agroalimentaires, ce cumul n'est pas une coïncidence. Il met en évidence un besoin de réflexion collective. Interview.

Que faut-il déduire de la multiplication de ces initiatives? Sommes-nous obsédés par le contenu de notre assiette?

Jérémie Forney: Probablement, mais je dirais que c'est tant mieux. Pendant le XX^e siècle, on a eu tendance à se déconnecter des questions relatives à l'alimentation en mettant en place des systèmes qui créent une distance entre le lieu de production et le lieu de consommation. L'anthropologie montre cependant que le rapport à l'alimentation est existentiel dans toutes les sociétés. Non seulement parce que notre vie en dépend, mais aussi parce qu'il y a un enjeu symbolique. Toutes les grandes religions ont des interdits alimentaires ou une symbolique alimentaire. Voyez les chrétiens qui partagent le pain et le vin le dimanche à l'église, les catholiques qui jeûnent pendant le carême ou encore les pratiques d'ascèse qui sont censées vous mener à un état de conscience différent.

De nos jours, l'alimentation ne s'est-elle pas laïcisée?
Elle continue à jouer un rôle de pivot. Les grands principes d'organisation des sociétés, que ce soit actuellement ou à l'époque des chasseurs-cueil-



A travers les âges, le rapport à l'alimentation comporte un enjeu symbolique, explique l'anthropologue Jérémie Forney. ALAIN WICHT

leurs, ont été construits sur un rapport à l'environnement lié à la production de nourriture. Les premières formes d'agriculture ont donné lieu aux premières formes d'Etat. Aujourd'hui, on a l'impression que l'agriculture ne joue plus un rôle important dans nos économies avancées, mais en même temps toutes ces économies reposent sur le fait qu'on a réussi à réduire la part d'énergie et de travail mise dans la production de l'alimentation pour la mettre ailleurs. Ce rapport à l'environnement et à l'alimentation reste donc central.

«Notre système a provoqué des modes de consommation malsains»

Jérémie Forney

Les deux initiatives soumises au peuple le 23 septembre portent moins sur ce que l'on mange que sur la façon dont on le produit...

C'est vrai, mais la campagne dévie souvent sur les questions de santé car il existe un lien sous-jacent. Le système dans lequel nous fonctionnons a provoqué des modes de consommation malsains, à l'origine de maladies non transmissibles comme le diabète ou l'hypertension qui sont l'un des principaux problèmes de santé publique actuels. Ces deux initiatives sont

suffisamment ambitieuses, en termes de politique agricole, pour émettre un message de changement qui dépasse le mode de production.

Ce débat n'a-t-il pas été provoqué par les scandales alimentaires de ces dernières années?

Effectivement. Il y a eu la crise de la vache folle dans les années 1990 et plus récemment l'affaire des lasagnes à la viande de cheval. Cela a influencé un changement de cap du point de vue de la consommation et des politiques, mais ce n'était pas

suffisant car on s'est contenté de mettre sous tutelle les agriculteurs en leur interdisant par exemple de nourrir les bovins avec des farines animales.

Aujourd'hui, les consommateurs sont pris à partie par un discours normatif. Ils se sentent coupables s'ils ne mangent pas leurs cinq fruits et légumes par jour...

Il est vrai que les recommandations sont parfois contradictoires. A la gare de Neuchâtel, à quelques semaines de distance, il y a eu une campagne du lobby de la santé pour manger du poisson une fois par semaine et une autre du lobby écologiste pour réduire sa consommation afin de ne pas vider les océans. Voyez aussi les amateurs de bio qui croient bien faire en s'approvisionnant au supermarché, mais à qui on dit qu'il ne faut surtout pas acheter du bio importé. C'est très complexe. J'ai beau travailler sur ces questions à titre professionnel, je ne suis moi-même pas beaucoup plus avancé.

Cela montre que le discours sur le libre choix du consommateur est problématique. On peut voir dans les initiatives une possibilité de s'extraire de ces dilemmes insolubles en prenant des décisions plus fondamentales comme citoyen.

La situation actuelle est aussi déstabilisante pour les paysans qui sont frustrés d'être réduits au rôle de jardiniers du paysage...

Le concept de multifonctionnalité de l'agriculture développé en Suisse était une réponse à l'ouverture des marchés, mais les agriculteurs ont aujourd'hui l'impression que leurs produits sont dénigrés. Avec ces initiatives, la discussion démarre sur une autre base. On n'est pas en train d'accuser les paysans de polluer et de tuer la biodiversité. On cherche à valoriser les bons produits tout en mettant en cause le système d'approvisionnement dans son ensemble.

L'agriculture de proximité est souvent vue comme la meilleure forme de reprise en main. N'est-ce pas une façon idéalisée de concevoir l'avenir?

C'est une forme d'utopie. Le modèle de la vente directe ou des paniers bio n'est certes pas transposable tel quel à l'ensemble de la société, mais nous avons besoin d'espaces d'expérimentation. Cela participe à la construction du futur. I

L'ANTISPÉCISME, MOUVEMENT INÉDIT?

La multiplication des initiatives relatives à l'agriculture et à l'alimentation met en évidence un questionnement qui touche différentes couches de la population. Faut-il dès lors s'étonner de l'émergence du mouvement antispéciste?

Jérémie Forney: Selon moi, ce mouvement n'a pu se développer qu'avec la distance qui s'est créée entre l'animal d'élevage et les consommateurs. L'antispécisme n'était pas concevable dans une société rurale où l'on vivait avec les animaux de ferme. On ne se demandait pas si on avait le droit

de les tuer pour les manger. Cela allait de soi. Aujourd'hui, le rapport à l'animal est invisibilisé dans l'alimentation ou passe par des animaux de compagnie qui sont surinvestis affectivement.

Y a-t-il des précédents?

D'un point de vue anthropologique, l'antispécisme a quelque chose d'inédit. A l'exception de certaines traditions hindouistes ou bouddhistes, je n'ai pas connaissance d'un mouvement qui récuserait toute exploitation animale. Ce phénomène s'ancre dans l'histoire de l'Occident. Il

n'y aurait pas de droits des animaux si l'on n'avait pas d'abord reconnu les droits de l'homme.

Certains diront que c'est une évolution logique, mais c'est un système de croyance qui, comme tout autre, n'est pas exempt de contradictions internes. Puisque les animaux se tuent et se mangent entre eux, pourquoi l'être humain ne devrait-il pas se nourrir de viande? Un tel mouvement n'aurait sans doute pas vu le jour sans les excès de l'agriculture hyperintensive du XX^e siècle où l'on a réduit l'animal à une chose. CIM

AVENIR SUISSE VEUT REVOIR LA POLITIQUE AGRICOLE

La politique agricole doit impérativement être réformée, affirme Avenir Suisse. Dans une étude, le groupe de réflexion libéral estime les coûts totaux liés à la branche à plus de 20 milliards par an. L'Union suisse des paysans (USP) fustige des calculs obscurs et des propositions «honteuses». Selon l'étude publiée vendredi, la Suisse s'offre une des politiques agricoles les plus coûteuses au monde. Et les 3,8 milliards de francs de dépenses officielles de la Confédération pour le groupe de tâches «Agriculture et alimentation» ne sont que la pointe de l'iceberg», dit-elle. En répertoriant l'ensemble des coûts économiques directs et indirects et des privilèges accordés au secteur agricole, Avenir Suisse arrive à un total d'environ 20 milliards de francs. Le

groupe de réflexion compte notamment dans ces montants les coûts dévolus à la protection de la frontière, les désavantages à l'exportation dus à l'absence d'accords de libre-échange et les dégâts à l'environnement.

Les contribuables et les consommateurs paient le plus lourd tribut (47%). Le niveau des prix des denrées alimentaires est en moyenne 78% plus élevé que celui de la moyenne des pays de l'UE, dit le groupe de réflexion dans son document intitulé *Une politique agricole d'avenir*.

Selon le groupe de réflexion libéral, un programme en dix points à l'horizon 2030 serait susceptible de réduire les coûts économiques liés à l'agriculture d'environ 14,4 milliards de francs par an. ATS